

Art. 8bis. Overeenkomstig artikel 5 wordt van ambtswege een einde gemaakt aan het in hoofdstuk II bedoelde verlof wanneer de totale duur van het in artikel 3 bedoelde verlof vijf jaar bereikt.

Art. 9. Tijdens het in hoofdstuk II bedoelde verlof voor verminderde prestaties is het in artikel 1 bedoeld personeelslid geacht zijn onmiddellijk voorafgaande activiteit te hebben voortgezet.

Mocht de betrekking van het personeelslid in die periode afgeschaft worden, dan wordt hij ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking en neemt het verlof voor verminderde prestaties een einde.

Art. 10. Het verlof voor verminderde prestaties voor een personeelslid dat op het tijdstip van de toelating 2 kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar en dat niet meer aan die voorwaarde voldoet in de loop van een schooljaar, wordt pas beëindigd op het einde van het lopende schooljaar, zomervakantie inbegrepen.

Art. 10bis. Indien de totale duur van het in artikel 5 van dit besluit bedoelde verlof voor verminderde prestaties, toegekend onder de in voormeld artikel 10 bedoelde voorwaarden, vijf jaar bedraagt, worden de bepalingen van artikel 8bis toegepast op het personeelslid.

HOOFDSTUK IV. — Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór de opruststelling

Art. 11. Vastbenoemde personeelsleden bedoeld in artikel 1 van dit besluit kunnen het voordeel van de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór de opruststelling bekomen wanneer zij de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben en ten minste dertig jaar dienst tellen, mits zij geen rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist kunnen genieten.

Die terbeschikkingstelling geldt tot de datum waarop zij op dat pensioen aanspraak kunnen maken.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten die meetellen voor het verlenen van het recht op een rustpensioen in aanmerking.

Art. 12. Tijdens heel de periode van terbeschikkingstelling wordt wachtgeld toegekend, gelijk aan zoveel 50-sten, 55-sten en 60-sten van de laatste activiteitswedde als het personeelslid dienstjaren telt op de datum van zijn terbeschikkingstelling, naargelang de in aanmerking genomen breuk voor de berekening van het pensioen in 50-sten, 55-sten of in 60-sten wordt uitgedrukt.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten die meetellen voor de berekening van het rustpensioen in aanmerking voor hun werkelijke duur, met uitzondering van de bijslag voor studies en van de andere perioden die voor de bepaling van de wedde erkend zijn als extradiensten.

Tijdens de terbeschikkingstelling mag het personeelslid geen winstgevende activiteit uitoefenen.

Art. 13. De aanvraag moet ten minste dertig dagen vóór de aanvang van de terbeschikkingstelling ingediend worden via de directeur van het centrum.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1989.

Art. 15. De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 92 — 584

[S — 29069]

11 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux normes d'encadrement dans l'enseignement maternel ordinaire

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957, notamment l'article 14, § 3, remplacé par la loi du 20 janvier 1981;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par la loi du 11 juillet 1973, notamment l'article 24, § 2, modifié par la loi du 14 juillet 1975;

Vu l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire sur base du capital-périodes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 décembre 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 septembre 1991;

Vu le protocole du 10 octobre 1991 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, sous-section "Communauté française", siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté est applicable à l'enseignement maternel ordinaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° Ecole + ensemble pédagogique d'enseignement ordinaire de niveau maternel ou de niveau maternel et primaire, situé en un ou plusieurs lieux d'implantation, placé sous la direction d'un même directeur d'école;

2° Ecole maternelle autonome : école du niveau maternel uniquement;

3° Ecole fondamentale : école du niveau maternel et du niveau primaire;

4° Enseignement maternel : enseignement dispensé à des enfants âgés, au 30 septembre, d'au moins deux ans et six mois et qui ne suivent pas encore l'enseignement primaire;

5° Lieu d'implantation : bâtiment ou ensemble de bâtiments, situés à une seule adresse où l'on dispense l'enseignement maternel ou l'enseignement maternel et l'enseignement primaire;

6° Implantation à comptage distinct : implantation située à au moins deux kilomètres de toute autre implantation du même réseau, dispensant un enseignement de même niveau;

7° Directeur d'école maternelle autonome : instituteur(trice) qui assume la direction d'une école du niveau maternel uniquement.

Art. 3. Le nombre d'emplois créés ou subventionnés dans chaque école, dans la section maternelle de chaque école fondamentale ou dans chaque implantation à comptage séparé, est déterminé conformément au tableau des normes suivant :

Nombres d'élèves inscrits	Nombre d'emplois
jusqu'à 19	1
de 20 à 25	1 1/2
26 à 38	2
39 à 45	2 1/2
46 à 62	3
63 à 71	3 1/2
72 à 83	4
84 à 93	4 1/2
94 à 109	5
110 à 121	5 1/2
122 à 135	6
136 à 147	6 1/2
148 à 158	7
159 à 169	7 1/2
170 à 179	8
180 à 189	8 1/2
190 à 199	9
200 à 205	9 1/2
206 à 215	10
216 à 225	10 1/2
226 à 235	11
236 à 245	11 1/2
246 à 255	12
256 à 265	12 1/2
266 à 275	13
276 à 285	13 1/2
286 à 295	14
296 à 305	14 1/2
306 à 315	15
316 à 325	15 1/2
326 à 335	16
336 à 345	16 1/2
346 à 355	17
356 à 365	17 1/2
366 à 375	18
376 à 385	18 1/2
386 à 395	19
396 à 405	19 1/2
406 à 415	20

et ainsi de suite par groupe de 10 élèves

Art. 4. Pour l'application de l'article 3 est pris en considération tout élève régulièrement inscrit pendant le mois de septembre, c'est-à-dire tout élève qui :

1° est âgé d'au moins deux ans et demi au 30 septembre de l'année scolaire en cours;

2° fréquente la même école ou implantation à comptage distinct pendant le mois de septembre en y étant présent dix demi-jours au moins répartis sur dix journées, à condition que son inscription n'ait pas été retirée à la fin du mois de septembre.

L'inscription est effective le dixième jour de présence.

L'élève visé à l'alinéa 1er est pris en compte pour le calcul de l'emploi pour l'année entière, soit du 1er octobre de l'année scolaire en cours au 30 septembre de l'année scolaire suivante.

Art. 5. La double inscription est interdite.

L'élève qui change d'école pendant le mois de septembre est uniquement pris en compte dans la dernière école fréquentée.

Cette prise en compte vaut pour l'année scolaire entière dans le calcul de l'emploi de la dernière école fréquentée s'il y a été présent durant dix demi-jours au moins répartis sur dix journées et que son inscription n'a pas été retirée le 30 septembre.

Dans le cas contraire, il est pris en compte dans le calcul de l'emploi créé après le 30 septembre.

L'élève qui n'a pas atteint les dix demi-jours requis répartis sur dix journées pendant le mois de septembre est pris en compte après le 30 septembre dès le dixième demi-jour de présence, les demi-jours de septembre étant comptabilisés.

Art. 6. Le nombre d'emplois visé à l'article 3 est fixé au 1er octobre de l'année scolaire concernée. Il reste valable jusqu'au 30 septembre inclus de l'année scolaire suivante.

Art. 7. Si la population scolaire s'accroît après le 30 septembre, il peut y avoir un nouveau calcul de l'encadrement.

Dans ce cas, il faut que le nombre d'élèves régulièrement inscrits atteigne pendant une période de 10 jours consécutifs de classe la norme supérieure permettant l'organisation ou le subventionnement d'un emploi à mi-temps ou d'un emploi à temps plein.

Intervient dans ce calcul tout élève régulièrement inscrit, c'est-à-dire comptabilisant dans la même école ou implantation scolaire fréquentée au moment de la création de l'emploi supplémentaire, les dix demi-jours requis répartis sur dix journées.

Les emplois supplémentaires créés dans le courant des mois d'octobre, de novembre ou de décembre sont maintenus jusqu'au 30 septembre de l'année scolaire suivante.

Les emplois supplémentaires créés à partir du mois de janvier sont limités au 30 juin de l'année scolaire en cours.

Art. 8. Lorsque le nombre d'élèves inscrits, fixé conformément aux articles 4 et 7, s'élève au moins à soixante, le directeur d'école maternelle autonome peut être déchargé à mi-temps de la tenue d'une classe. Il peut l'être à temps plein lorsque ce nombre s'élève au moins à cent quatre-vingts.

En cas d'application de l'alinéa 1er, le nombre d'emplois, tels qu'il résulte du tableau figurant à l'article 3, est augmenté, selon le cas, d'un emploi à mi-temps ou d'un emploi à temps plein.

Art. 9. Dans les écoles visées à l'article 11, 3°, de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, le nombre d'élèves est multiplié par 1,5 pour déterminer l'encadrement.

Le même coefficient est utilisé pour les enfants placés par le juge dans un home ou dans un centre d'accueil.

Art. 10. Le pouvoir organisateur ou son délégué décide de l'affectation des emplois après consultation du personnel directeur et enseignant et, le cas échéant, de l'association des parents reconnue.

Art. 11. Les transferts d'emplois à mi-temps et d'emplois à temps plein peuvent avoir lieu au sein d'un même pouvoir organisateur, après consultation du personnel directeur et enseignant et après avoir recueilli l'avis de l'inspection et, le cas échéant, celui de l'association des parents reconnue.

Art. 12. Les dispositions suivantes de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes sont modifiées comme suit :

A l'article 2, 8°, la définition de l'élève de l'enseignement maternel est remplacée par la définition suivante : "élève régulièrement inscrit pendant le mois de septembre, c'est-à-dire qui :

1° est âgé d'au moins 2 ans et demi au 30 septembre de l'année scolaire en cours;

2° fréquente la même école ou implantation à comptage distinct pendant le mois de septembre en y étant présent dix demi-jours au moins répartis sur dix journées, à condition que son inscription n'ait pas été retirée à la fin du mois de septembre."

A l'article 3, § 1er, 1er alinéa, les mots "des instituteurs(trices) maternel(le)s" sont supprimés.

A l'article 14, § 4, les mots "la fréquentation moyenne" sont remplacés par les mots "le nombre d'élèves régulièrement inscrits".

A l'article 19, § 2, les mots "la fréquentation moyenne des élèves" sont remplacés par les mots "les élèves régulièrement inscrits".

A l'article 23, les mots "et des normes d'encadrement" sont ajoutés après l'expression "capital-périodes".

Art. 13. Les articles 6, 9, 10 (§§ 1 et 2) et 11 de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes, sont abrogés.

Art. 14. Par disposition transitoire, pendant l'année scolaire 1991-1992, le choix est laissé aux Pouvoirs organisateurs pour l'ensemble de leurs écoles entre le système des normes d'encadrement prévu par le présent arrêté de l'Exécutif de la Communauté française et le système du capital-périodes prévu par l'arrêté royal du 30 août 1984 en ce qui concerne l'enseignement maternel.

Le système choisi doit être le même au sein des écoles dépendant d'un même pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné.

Dans l'enseignement de la Communauté, le système choisi par le Ministre est applicable à l'ensemble des écoles situées sur le territoire d'une même commune.

Entre le 2 et le 7 janvier 1992, il sera procédé à une évaluation concertée du système basé sur les inscriptions et aux éventuelles adaptations qui pourraient en découler ultérieurement.

En septembre 1992, seul le système basé sur les inscriptions sera d'application.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1991.

Art. 16. Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

N. 92 — 584

[S— 29069]

**11 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
betreffende de begeleidingsnormen in het gewoon kleuteronderwijs**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, inz. artikel 14, § 3, vervangen bij de wet van 20 januari 1981;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, inz. artikel 24, § 2, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 augustus 1984 houdende organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs op basis van een lestijdenpakket;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, dd. 3 december 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, dd. 16 september 1991;

Gelet op het protocol van 10 oktober 1991 van sectorcomité IX en van het comité provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, onderafdeling "Franse Gemeenschap", in gemeenschappelijke vergadering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het gewoon kleuteronderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° School : pedagogisch geheel voor gewoon onderwijs, gespreid over één of meer vestigingsplaatsen, dat hetzij op het niveau van het kleuteronderwijs, hetzij op dat van het basisonderwijs gevormd is en onder het gezag van één schooldirecteur staat;

2° Autonome lagere school : school waar enkel kleuteronderwijs gegeven wordt;

3° Basisschool : school voor onderwijs op niveau van lager en kleuteronderwijs;

4° Kleuteronderwijs : onderwijs gegeven aan kinderen die op 30 september ten minste 2 jaar en 6 maanden zijn en nog geen lager onderwijs volgen;

5° Vestigingsplaats : gebouw of gebouwencomplex gevestigd op één adres waar kleuter- of lager onderwijs wordt georganiseerd;

6° Vestiging met aparte telling : vestiging op ten minste 2 km van elke andere vestiging van hetzelfde net voor onderwijs van hetzelfde niveau.

7° Directeur van een kleuterschool : onderwijzer(es) die enkel aan het hoofd van een kleuterschool staat.

Art. 3. Het aantal opgerichte of gesubsidieerde betrekkingen in elke school, in de kleuterafdeling van elke basisschool of in elke vestiging met aparte telling, wordt bepaald overeenkomstig volgende normentabel :

Aantal ingeschreven leerlingen	Aantal betrekkingen
tot 19	1
van 20 tot 25	1 1/2
26 tot 38	2
39 tot 45	2 1/2
46 tot 62	3
63 tot 71	3 1/2
72 tot 83	4
84 tot 93	4 1/2
94 tot 109	5
110 tot 121	5 1/2
122 tot 135	6
136 tot 147	6 1/2
148 tot 158	7
159 tot 169	7 1/2
170 tot 179	8
180 tot 189	8 1/2
190 tot 199	9
200 tot 205	9 1/2
206 tot 215	10
216 tot 225	10 1/2
226 tot 235	11
236 tot 245	11 1/2
246 tot 255	12

Aantal ingeschreven leerlingen	Aantal betrekkingen
256 tot 265	12 1/2
266 tot 275	13
276 tot 285	13 1/2
286 tot 295	14
296 tot 305	14 1/2
306 tot 315	15
316 tot 325	15 1/2
326 tot 335	16
336 tot 345	16 1/2
346 tot 355	17
356 tot 365	17 1/2
366 tot 375	18
376 tot 385	18 1/2
386 tot 395	19
396 tot 405	19 1/2
406 tot 415	20

enz. per groep van tien leerlingen.

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 3 wordt in aanmerking genomen tijdens de maand september elke regelmatig ingeschreven leerling, d.w.z. elke leerling die :

1° ten minste twee en een half jaar oud is op 30 september van het lopende schooljaar;

2° dezelfde school of vestiging met aparte telling bezocht tijdens de maand september en er gedurende ten minste tien halve dagen, gespreid over tien dagen, aanwezig was, mits zijn inschrijving niet eind september werd ingetrokken.

De inschrijving is effectief op de tiende dag aanwezigheid.

De in lid 1 bedoelde leerling wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de werkgelegenheid voor heel het jaar, d.w.z. van 1 oktober van het lopende schooljaar tot 30 september van het volgende schooljaar.

Art. 5. De dubbele inschrijving is verboden.

De leerling die van school verandert tijdens de maand september, wordt enkel in de laatst bezochte school in aanmerking genomen.

Die inaanmerkingneming geldt voor het gehele schooljaar bij de berekening van de werkgelegenheid in de laatst bezochte school indien hij er tijdens ten minste tien halve dagen, gespreid over tien dagen, aanwezig was en zijn inschrijving niet vóór 30 september werd ingetrokken.

In het tegenovergestelde geval wordt hij in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal betrekkingen na 30 september.

De leerling die de vereiste tien halve dagen, gespreid over tien dagen, tijdens de maand september niet bereikt, wordt in aanmerking genomen na 30 september vanaf de tiende halve dag aanwezigheid; de halve dagen in september worden meegeteld.

Art. 6. Het aantal in artikel 3 bedoelde betrekkingen wordt op 1 oktober van het betrokken schooljaar vastgesteld.

Het blijft tot en met 30 september van het volgende schooljaar geldig.

Art. 7. Indien de schoolbevolking na 30 september aangroeit, kan de begeleiding opnieuw berekend worden.

In dit geval moet het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen tijdens een periode van tien achterenvolgende schooldagen de hogere norm bereiken die het mogelijk maakt, een halftijdse of een voltijdse betrekking te organiseren of te subsidiëren.

Bij deze berekening wordt met elke regelmatig ingeschreven leerling, die dezelfde school of schoolvestiging bezocht op het ogenblik van de oprichting van de bijkomende betrekking en tien halve dagen gespreid over tien dagen telt, rekening gehouden.

De bijkomende betrekkingen die in oktober, november of december opgericht werden, worden tot 30 september van het volgende schooljaar in stand gehouden.

De bijkomende betrekkingen, opgericht vanaf de maand januari, worden tot 30 juni van het lopende schooljaar in stand gehouden.

Art. 8. Wanneer het aantal ingeschreven leerlingen, vastgesteld in overeenstemming met de artikelen 4 en 7, ten minste zestig bedraagt, kan de directeur van een autonome kleuterschool halftijds ontlast worden van het onderwijs in een klas. Hij kan daarvan voltijds ontlast worden wanneer dat aantal ten minste honderdtachtig bedraagt.

Bij toepassing van lid 1 wordt het aantal betrekkingen blijkend uit de in artikel 3 voorkomende tabel, volgens het geval vermeerderd met een halftijdse of een voltijdse betrekking.

Art. 9. In de scholen bedoeld in artikel 11, 3°, van het koninklijk besluit van 2 augustus 1989 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, wordt het aantal leerlingen met 1,5 vernenigvuldigd om de begeleiding te bepalen.

Dezelfde coëfficiënt wordt gebruikt voor de kinderen die door de rechter in een tehuis of een opvangcentrum worden geplaatst.

Art. 10. De inrichtende macht of haar afgevaardigde beslist over de bestemming der betrekkingen na raadpleging van het bestuurs- en onderwijzerd personeel en, desgevallend, van de erkende oudervereniging.

Art. 11. De overheveling van halftijdse en voltijdse betrekkingen kan binnen eenzelfde inrichtende macht gebeuren, na raadpleging van het bestuurs- en onderwijzend personeel en na het advies van de inspectie en desgevallend dat van de erkende oudervereniging te hebben ingewonnen.

Art. 12. De onderstaande bepalingen van het koninklijk besluit van 30 augustus 1984 houdende organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs op basis van een lestijdenpakket, worden als volgt gewijzigd :

In artikel 2, 8°, wordt de definitie van de leerling in het kleuteronderwijs vervangen door : "regelmatig in de maand september ingeschreven leerling, d.w.z. die :

1° op 30 september van het lopende schooljaar ten minste twee en een half jaar oud is;

2° dezelfde school of vestiging met aparte telling bezocht tijdens de maand september en er ten minste tien halve dagen gespreid over tien dagen aanwezig was, mits zijn inschrijving niet eind september werd ingetrokken."

In artikel 3, § 1, 1ste lid, worden de woorden "van kleuterleid(st)ers" geschrapt.

In artikel 14, § 4, en in artikel 19, § 2, worden de woorden "het gemiddeld bezoek" vervangen door de woorden "het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen".

In artikel 23 worden de woorden "en van de begeleidingsnormen" toegevoegd na het woord "lestijdenpakket".

Art. 13. De artikelen 6, 9, 10 (§ 1 en 2) en 11 van het koninklijk besluit van 30 augustus 1984 houdende organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs op basis van een lestijdenpakket, worden opgeheven.

Art. 14. Bij overgangsbepaling wordt de keuze, tijdens het schooljaar 1991-1992, overgelaten aan de inrichtende machten, voor het geheel van hun scholen, tussen het stelsel van de begeleidingsnormen bepaald bij dit besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap en het stelsel van het lestijdenpakket bepaald bij het koninklijk besluit van 30 augustus 1984 wat het kleuteronderwijs betreft.

Het gekozen stelsel moet hetzelfde zijn in de scholen die van eenzelfde inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs afhangen.

In het Gemeenschapsonderwijs is het door de Minister gekozen stelsel van toepassing op alle scholen gevestigd op het gebied van eenzelfde gemeente.

Tussen 2 en 7 januari 1992 wordt een evaluatie in onderling overleg gehouden en worden de aanpassingen aangebracht die eruit kunnen voortvloeien.

In september 1992 zal enkel het op de inschrijvingen steunende stelsel van toepassing zijn.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking op 1 oktober 1991.

Art. 16. De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

F. 92 — 585

12 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant création du service social du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée, notamment l'article 87;

Vu le protocole conclu le 15 novembre 1990 du Comité supérieur de négociation du secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 novembre 1991;

Vu l'accord du Ministre-Président compétent en matière de Fonction publique et de Budget, donné le 11 décembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Attendu qu'il convient, dans les meilleurs délais et, en tout état de cause avant le 31 décembre 1991, d'exécuter le protocole de négociation du 15 novembre 1990 précité;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales et du Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif du 11 décembre 1991,

Arrête :

Article 1^{er}. Un service social est créé au sein du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation.

Art. 2. Les activités du service social peuvent comporter en ordre principal :

A) au plan individuel :

1° l'aide individuelle sur les plans matériel, juridique et psycho-médico-social;

2° l'aide financière en cas de maladie, d'intervention chirurgicale, de cure ou de placement prescrit pour des raisons médicales, surtout quand les traitements sont coûteux et prolongés;